



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFICATIF N° E353 du 30 JAN. 2026
relatif à la modification de l'élevage porcin de l'EARL COMET situé sur la commune
de CLESSE (79 350)**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre VIII et le titre Ier du livre V ;
- Vu** le tableau annexé à l'article R 511-9 du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;
- Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;
- Vu** l'arrêté du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° A 5079 en date du 10 mars 2011 relatif à l'élevage de porcs d'un effectif de 2 510 animaux équivalents ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu la prise d'acte E269 en date du 24 juillet 2023 pour l'exploitation d'un élevage de porcs de 2 262 animaux équivalents porcins sous a rubrique 2102.1 régime de l'Enregistrement ;

Vu la prise d'acte E308 en date du 21 octobre 2024 pour le changement d'exploitant ;

Vu le dossier transmis par l'exploitant, le 7 juillet 2025, relatif à une mise à jour du plan d'épandage, à un projet de construction d'un bâtiment porcin sur un emplacement empierré et au réaménagement des bâtiments existants ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires, en date du 11 décembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 21 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 26 janvier 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courriel en date du 28 janvier 2026 ;

Considérant que les modifications (évolution du plan d'épandage, construction d'un bâtiment porcin sur un emplacement empierré, réaménagement des bâtiments existants) ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant, que la conduite de l'élevage sera identique à celle menée jusqu'à présent ;

Considérant, qu'il y a lieu d'actualiser l'arrêté préfectoral N°A 5079 du 10 mars 2011 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1. EXPLOITANT TITULAIRE

L'EARL COMET représentée par Monsieur Charly METAY, Président de la société, dont le siège social est situé au lieu dit « le pin », commune de CLESSE (79 350) est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sous le régime de l'enregistrement un élevage de porcs au lieu dit « la verrie » commune de CLESSE.

ARTICLE 1.2 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

L'arrêté n° A 5079 du 10 mars 2011 est modifié par les articles du présent arrêté ainsi que cela est précisé ci-dessous :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté n° A 5079 du 10 mars 2011	Article 1.1 (Exploitant titulaire)	Modifié et remplacé par l'article 1.1
	Article 2.1 (Nature des installations)	Modifié et remplacé par l'article 2.1
	Article 2.3 (autres limites)	Modifié et remplacé par l'article 2.2
	Article 19.1 (Identification des effluents)	Modifié et remplacé par l'article 3.1
	Article 22.1 (Origine des effluents)	Modifié et remplacé par l'article 4.1
	Article 22.2 (Caractéristiques de l'épandage)	Modifié et remplacé par l'article 4.2

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié.

CHAPITRE 2 - NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ICPE				
Rubrique	A, E DC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2102.1	E	Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de), à l'exclusion des activités classées au titre de la <u>rubrique 3660</u> : 1. Plus de 450 animaux-équivalents	2262	AE

IOTA				
2150	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	6,1	ha

ARTICLE 2.2 AUTRES LIMITES

Les bâtiments sont organisés comme suit :

P3 – 360 places en post sevrage,

P4 – 360 places en post sevrage,

P7 – 430 places en porcs à l'engraissement,

P8 – 430 places en porcs à l'engraissement,

P9 – 1060 places en porcs à l'engraissement,

P10 – Projet – 990 places post sevrage.

CHAPITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 GESTION DES EFFLUENTS

Les effluents à traiter sur le plan d'épandage présentent les caractéristiques suivantes :

NATURE	VOLUME	AZOTE	PHOSPHORE
Lisier	2 700m ³	11 500 kg	5 125 kg

CHAPITRE 4 – LES EPANDAGES

ARTICLE 4.1 ORIGINE DES EFFLUENTS À ÉPANDRE

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement de lisier provenant de l'élevage de porcs. Le volume annuel est évalué à 2700m³.

ARTICLE 4.2 CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉPANDAGE

L'EARL COMET ne possède pas de terres en propre.

Le lisier de porc du site « la verrie » et repris par la SCEA CECO qui exploite 198,82 hectares de terres.

Elle met à disposition de l'EART COMET 119,19 ha de terres exploitées sur les communes de LA CHAPELLE-SAINT-LAURENT (17 ha) et CLESSE (102,19 ha).

CHAPITRE 5 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 5.1 FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5.2 SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation de conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 5.3 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5.4 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie CLESSE et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de CLESSE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5.5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, le maire de CLESSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'EARL COMET.

Niort, le 30 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER